

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R20-2021-133

PUBLIÉ LE 9 DÉCEMBRE 2021

Sommaire

ARS /

| | |
|--|---------|
| R20-2021-10-04-00007 - Arrêté n°ARS-2021-583 du 04/10/2021 attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2021 versés au CH de Corte Tattone (FINESS EJ - 2B0004246) (2 pages) | Page 4 |
| R20-2021-11-10-00013 - ARRETE N°ARS/2021/639 en date du 10/11/2021 Fixant le montant des ressources d assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Bonifacio (FINESS : 2A0000170) au titre de l activité déclarée pour le mois de septembre 2021 (2 pages) | Page 7 |
| R20-2021-11-10-00014 - ARRETE N°ARS/2021/640 en date du 10/11/2021 Fixant le montant des ressources d assurance maladie dû au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone (FINESS : 2B0004246) au titre de l activité déclarée pour le mois de septembre 2021 (2 pages) | Page 10 |
| R20-2021-11-10-00015 - ARRETE N°ARS/2021/641 en date du 10/11/2021 Fixant le montant des ressources d assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Sartène (FINESS : 2A0002606) au titre de l activité déclarée pour le mois de septembre 2021 (2 pages) | Page 13 |
| R20-2021-12-01-00005 - Arrêté n°ARS/2021/665 du 01/12/2021 du fixant les produits de l hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l assurance maladie annuels et versés au Centre Hospitalier de Bastia ?? (FINESS EJ - 2B0000020) au titre de l'année 2021 ?? (6 pages) | Page 16 |
| R20-2021-12-01-00006 - Arrêté n°ARS/2021/666 du 01/12/2021 fixant les produits de l hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l assurance maladie annuels et versés au ?? Centre Hospitalier de Castelluccio (FINESS EJ - 2A0000386) au titre de l'année 2021 ?? (4 pages) | Page 23 |
| R20-2021-12-02-00002 - ARRETE N°ARS/2021/668 en date du 02/12/2021 Fixant le montant des ressources d assurance maladie dû au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone (FINESS : 2B0004246) au titre de l activité déclarée pour le mois d octobre 2021 (2 pages) | Page 28 |
| R20-2021-12-02-00003 - ARRETE N°ARS/2021/669 en date du 02/12/2021 Fixant le montant des ressources d assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Sartène (FINESS : 2A0002606) au titre de l activité déclarée pour le mois d octobre 2021 (2 pages) | Page 31 |
| R20-2021-12-02-00004 - ARRETE N°ARS/2021/670 en date du 02/12/2021 Fixant le montant des ressources d assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Bonifacio (FINESS : 2A0000170) au titre de l activité déclarée pour le mois d octobre 2021 (2 pages) | Page 34 |

Direction de la mer et du littoral de Corse / Direction de la mer et du littoral de Corse

R20-2021-12-06-00001 - Arrêté portant approbation de la délibération n° 12/2021 en date du 3 décembre 2021 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Corse fixant la liste des titulaires de la licence régionale de pêche des oursins (6 pages)

Page 37

Direction Régionale de l'Alimentation, Agriculture et de la Forêt / Direction Régionale de l'Alimentation, Agriculture et de la Forêt

R20-2021-12-07-00003 - AP portant autorisation préalable d'exploiter au titre du contrôle des structures agricoles accordée à l'EARL E GROTELLE (3 pages)

Page 44

R20-2021-12-07-00005 - AP portant autorisation préalable d'exploiter au titre du contrôle des structures agricoles accordée à Madame NOUVION MATHILDE (2 pages)

Page 48

R20-2021-12-07-00002 - AP portant autorisation préalable d'exploiter au titre du contrôle des structures agricoles accordée à Monsieur VIVIANI ANTOINE (3 pages)

Page 51

R20-2021-12-07-00004 - AP portant autorisation préalable d'exploiter au titre du contrôle des structures agricoles accordée au GAEC E Scopelle (5 pages)

Page 55

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités / Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

R20-2021-12-07-00001 - Arrêté des contributions publiques destinées à la mise en oeuvre de l'aide alimentaire (2 pages)

Page 61

SGAMI SUD / SGAMI SUD

R20-2021-12-02-00001 - Subdélégation financière Nov21 - signée (8 pages)

Page 64

ARS

R20-2021-10-04-00007

04/10/2021 : M.Marie-Hélène LECENNE

Arrêté n°ARS-2021-583 du 04/10/2021 attribuant
des crédits FIR au titre de l'année 2021 versés au
CH de Corte Tattone (FINESS EJ - 2B0004246)

Arrêté n°ARS-2021-583 du 04/10/2021 attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2021 versés au CH de Corte Tattone (FINESS EJ - 2B0004246)

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Corse

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-8 et suivants et R. 1435-16 et suivants ;

Vu l'arrêté du 19/02/2019 portant adoption du projet régional de santé de la région Corse ;

Vu l'arrêté du 18 février 2021 fixant pour l'année 2021 le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional et le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 21 mai 2021 fixant pour l'année 2021 le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional et le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 10 août 2021 fixant pour l'année 2021 le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional et le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la CIRCULAIRE N° SG/Pôle Santé ARS/2021/54 du 12 février 2021 relative aux modalités de mise en oeuvre du Fonds d'intervention régional (FIR) en 2021 ;

Vu l'arrêté n°ARS-2021-564 du 24/09/2021 attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2021 versés au CH de Corte Tattone ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

ARRETE

Article 1 :

Le montant de la somme attribuée au CH Intercommunal de Corte Tattone au titre du fonds d'intervention régional, en application de l'article L1435-8 et suivants et des articles R1435-16 et suivants du code de la santé publique, est de **919 245.53 euros** au titre de l'année 2021.

Article 2 :

L'objet du financement, les conditions de sa prise en charge financière et de son évaluation, ainsi que les engagements qui lient le bénéficiaire sont inscrits et précisés dans le contrat mentionné à l'article R. 1435-30 du code de la santé publique.

Article 3 :

L'agent comptable de l'ARS de Corse procédera aux opérations de paiement suivantes :

- **493 236.00 euros**, à imputer sur la mesure « MI4-2-5 : Autres aides à la contractualisation » et la mission « 4 : Efficience des structures sanitaires et médico-sociales et amélioration des conditions de travail de leurs personnels (657344) ».

Le versement de cette subvention s'effectuera par 12ème.

- **30 469.53 euros**, à imputer sur la mesure « MI1-5-2 : Consultations mémoires » et la mission « 1 : Promotion de la santé, prévention des maladies, des traumatismes, du handicap et de la perte d'autonomie (657341) ».

Le versement de cette subvention s'effectuera par 12ème.

- **39 540.00 euros**, au titre de l'action « Aide pilotage études faisabilité schéma directeur », à imputer sur la mesure « MI4-2-8 : Aides à l'investissement hors plans nationaux » et la mission « 4 : Efficience des structures sanitaires et médico-sociales et amélioration des conditions de travail de leurs personnels (657344) ».

Après réception des justificatifs et validation de service fait, la dépense sera ordonnancée par la Directrice Générale de l'ARS.

- **6 000.00 euros**, au titre de l'action « AAP Culture et santé », à imputer sur la mesure « MI1-2-12 : Promotion de la santé mentale » et la mission « 1 : Promotion de la santé, prévention des maladies, des traumatismes, du handicap et de la perte d'autonomie (657341) ».

Après réception des justificatifs et validation de service fait, la dépense sera ordonnancée par la Directrice Générale de l'ARS.

- **350 000.00 euros**, au titre de l'action « Renfort AMNP 2021 », à imputer sur la mesure « MI4-2-6 : Maintien de l'activité déficitaire » et la mission « 4 : Efficience des structures sanitaires et médico-sociales et amélioration des conditions de travail de leurs personnels (657344) ».

Après réception des justificatifs et validation de service fait, la dépense sera ordonnancée par la Directrice Générale de l'ARS.

Article 4 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°ARS-2021-564 du 24/09/2021 attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2021 versés au CH de Corte Tattone.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur de l'Organisation des Soins de l'Agence Régionale de Santé Corse, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil administratif des actes de la préfecture de Corse.

Pour la Directrice Générale de l'ARS de Corse,
et par délégation,
Le Directeur de l'Organisation des Soins


José FERRI.

ARS

R20-2021-11-10-00013

10/11/2021 : Mme Marie-Pia ANDREANI

ARRETE N°ARS/2021/639 en date du 10/11/2021
Fixant le montant des ressources d assurance
maladie dû au Centre Hospitalier de Bonifacio
(FINESS : 2A0000170) au titre de l activité
déclarée pour le mois de septembre 2021

ARRETE N°ARS/2021/639 en date du 10/11/2021 Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Bonifacio (FINESS : 2A0000170) au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2021

La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Corse

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L 1432-2 issu de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 20 mars 2019 portant nomination de Mme. Marie-Hélène LECENNE, directrice générale de l'agence régionale de santé de Corse ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008, modifié, relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009, modifié, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale;

Vu l'arrêté modifié du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-42-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;

Vu l'arrêté n°2021/458 du 26/07/2021 Fixant le montant de dotation forfaitaire garantie à l'établissement Centre Hospitalier de Bonifacio ;

Vu le relevé d'activité MCO pour le mois de septembre 2021 transmis le 27/10/2021 par le Centre Hospitalier de Bonifacio ;

ARRETE

Article 1

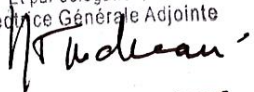
La somme à verser au titre de la dotation HPR due pour le mois de septembre 2021 au centre hospitalier de Bonifacio, par la Mutualité Sociale Agricole (MSA) de Corse, est arrêtée à **123 059,42 €**.

Article 2

Au titre de la part de ces recettes liées à l'activité déclarée pour le mois d'août 2021, à l'exception de celles entrant dans le champ de la dotation HPR, la somme à verser au centre hospitalier de Bonifacio par la Mutualité Sociale Agricole de Corse est arrêtée à **15 801,72 €** au titre des actes et consultations externes, à **4,14 €** au titre de l'activité de soins détenus.

Article 3

Le directeur de l'organisation des soins de l'ARS Corse, le Directeur du Centre Hospitalier de Bonifacio et le Directeur de la Mutualité Sociale Agricole de Corse sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Corse-du-Sud et de la préfecture de Corse.

Pour la Directrice Générale de l'ARS de Corse,
Et par délégation,
La Directrice Générale Adjointe

Marie-Pia ANDREANI

ARS

R20-2021-11-10-00014

10/11/2021 : Mme Marie-Pia ANDREANI

ARRETE N°ARS/2021/640 en date du 10/11/2021

Fixant le montant des ressources d assurance
maladie dû au Centre Hospitalier Intercommunal
de Corte-Tattone (FINESS : 2B0004246) au titre
de l activité déclarée pour le mois de septembre
2021

ARRETE N°ARS/2021/640 en date du 10/11/2021 Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone (FINESS : 2B0004246) au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2021

La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Corse

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L 1432-2 issu de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 20 mars 2019 portant nomination de Mme. Marie-Hélène LECENNE, directrice générale de l'agence régionale de santé de Corse ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008, modifié, relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009, modifié, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale;

Vu l'arrêté modifié du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-42-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;

Vu l'arrêté N°ARS/2021/463 en date du 06/08/2021 Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone au titre de l'activité déclarée pour le mois de Juin 2021 ;

Vu l'arrêté N° ARS/2019/459 du 26 juillet 2021 Fixant le montant de dotation forfaitaire garantie au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone ;

Vu le relevé d'activité MCO pour le mois de septembre 2021 transmis le 27/10/2021 par le Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone ;

ARRETE

Article 1

La somme à verser au titre de la dotation HPR due pour le mois de septembre 2021 au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone, par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de Haute-Corse, est arrêtée à **560 487,18 €**.

Article 2

Au titre de la part des recettes liées à l'activité déclarée pour le mois d'août 2021, à l'exception de celles entrant dans le champ de la dotation HPR, la somme à verser au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone est arrêtée à **31 816,23 €** au titre des médicaments ATU, à **9,17 €** au titre de l'activité de soins détenus.

Article 3

Le directeur de l'organisation des soins de l'ARS Corse, la Directrice du Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone et le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Haute-Corse sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Corse et de la préfecture de Corse.

Pour la Directrice Générale de l'ARS de Corse,
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjointe

Marie-Pia ANDREANI

ARS

R20-2021-11-10-00015

10/11/2021 : Mme Marie-Pia ANDREANI

ARRETE N°ARS/2021/641 en date du 10/11/2021
Fixant le montant des ressources d assurance
maladie dû au Centre Hospitalier de Sartène
(FINESS : 2A0002606) au titre de l activité
déclarée pour le mois de septembre 2021



ARRETE N°ARS/2021/641 en date du 10/11/2021 Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Sartène (FINESS : 2A0002606) au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2021

La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Corse

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L 1432-2 issu de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 20 mars 2019 portant nomination de Mme. Marie-Hélène LECENNE, directrice générale de l'agence régionale de santé de Corse ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008, modifié, relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009, modifié, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-42-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;

Vu l'arrêté N° ARS/2020/460 du 26 juillet 2021 fixant le montant de dotation forfaitaire garantie au Centre Hospitalier de Sartène ;

Vu le relevé d'activité MCO pour le mois de septembre 2021 transmis le 27/10/2021 par le Centre Hospitalier de Sartène ;

ARRETE

Article 1

La somme à verser au titre de la dotation HPR due pour le mois de septembre 2021 au centre hospitalier de Sartène, par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de Corse-du-Sud, est arrêtée à **95 028,92 €**.

Article 2

Au titre de la part de ces recettes liées à l'activité déclarée pour le mois d'août 2021, à l'exception de celles entrant dans le champ de la dotation HPR, la somme à verser au centre hospitalier de Sartène par la CPAM de Corse-du-Sud est arrêtée à **13 256,04 €** au titre des actes et consultations externes.

Article 4

Le directeur de l'organisation des soins de l'ARS Corse, le Directeur par intérim du Centre Hospitalier de Sartène et la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Corse-du-Sud sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Corse-du-Sud et de la préfecture de Corse.

Pour la Directrice Générale de l'ARS de Corse,
Et par délégation,
la Directrice Générale Adjointe

Marie-Pia ANDREANI

ARS

R20-2021-12-01-00005

01/12/2021 : M.Marie-Hélène LECENNE

Arrêté n°ARS/2021/665 du 01/12/2021 du fixant
les produits de l'hospitalisation relatifs aux
dotations et forfaits annuels pris en charge par
l'assurance maladie annuels et versés au Centre
Hospitalier de Bastia
(FINESS EJ - 2B0000020) au titre de l'année 2021

Arrêté n°ARS/2021/665 du 01/12/2021 du fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l'assurance maladie annuels et versés au Centre Hospitalier de Bastia

(FINESS EJ - 2B0000020) au titre de l'année 2021

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1 et R. 162-32-3 ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 20 mars 2019 portant nomination de Mme. Marie-Hélène LECENNE, directrice générale de l'agence régionale de santé de Corse ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L.162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L.162-22-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 15 avril 2021 fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2021 fixant, pour l'année 2021, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13, L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues au L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2, du même code ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2021 fixant, pour l'année 2021, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13, L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues au L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2, du même code ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2021 fixant, pour l'année 2021, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13, L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues au L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2, du même code ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2021 fixant, pour l'année 2021, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13, L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues au L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2, du même code ;

Vu l'arrêté du 6 avril 2021 relatif aux modalités de financement mentionnées à l'article L.162-22-8-2 du code de la sécurité sociale des structures des urgences et des structures mobiles d'urgence et de réanimation ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 2019 relatifs aux forfaits alloués aux établissements de santé dans le cadre de la prise en charge de patients atteints de maladie rénale chronique en application de l'article L. 162-22-6-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2019 fixant la liste des établissements éligibles aux forfaits alloués aux établissements de santé dans le cadre de la prise en charge de patients atteints de maladie rénale chronique en application de l'article L. 162-22-6-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la circulaire relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2021 des établissements de santé validée par le CNP le 9 avril 2021 (visa CNP 2021-45) ;

Vu la circulaire du 20 octobre 2021 relative à la deuxième campagne tarifaire et budgétaire 2021 des établissements de santé (visa CNP 2021-129) ;

Vu l'arrêté n°ARS/2021/627 du 08/11/2021 du fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l'assurance maladie annuels et versés au Centre Hospitalier de Bastia au titre de l'année 2021 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Le montant des produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Bastia pour l'année 2021 est fixé à :

54 548 376 € (cinquante-quatre millions cinq cent quarante-huit mille trois cent soixante-seize euros).

Article 2 :

• Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **20 102 204.11 € euros** au titre de l'année 2021 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **5 688 071.00 euros**;
- Aide à la contractualisation : **14 414 133.11 euros**.

• Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SSR

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à **285 187.00 euros** au titre de l'année 2021 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général SSR : **269 372.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **15 815.00 euros**.

• Dotation annuelle de financement

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à **19 050 988.00 euros** au titre de l'année 2021 et réparti comme suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : **11 047 284.00 euros** ;
- Dotation annuelle de financement SSR : **8 003 704.00 euros**.

- **Unités de soins de longue durée**

Le montant des ressources d'assurance maladie afférents aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours mentionnées à l'article L.174-5 du code de la sécurité sociale et versées sous forme de forfait global de soins est fixé à **978 814.00 euros** au titre de l'année 2021.

- **Forfaits annuels mentionnés aux articles L.162-22-8 et L.162-22-8-1 du code de la sécurité sociale**

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 et à l'article L.162-22-8-1 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

- Forfait annuel de coordination de prélèvements d'organes : **153 054.00 euros**.

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit:

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2021 : **947 793.00 euros**;

Le forfait correspondant aux recettes liées aux actes et consultations externes est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

- Forfait ACE théorique SSR au titre de l'année 2021 : **86 488.00 euros**.

- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

- **337 583.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO ;
- **29 543.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

- **Forfaits relatifs aux pathologies chroniques mentionnés à l'article L.162-22-6-2 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la rémunération forfaitaire mentionnée à l'article R. 162-33-16-1 est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit : **97 600.00 euros**.

- **Dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale**

Le montant des dotations mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

- Dotation populationnelle urgences : **12 404 093.00 euros**;
- Dotation complémentaire à la qualité : **75 029.00 euros**.

Article 3 :

Le total de la base de calcul des douzièmes 2021 est fixé à 38 823 592 € (trente-huit millions huit cent vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-douze euros), déduction faite des dotations à verser en un seul tenant annexées au présent arrêté.

Article 4 :

A compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2021 : **6 639 018.00 euros**, soit un douzième correspondant à **553 251.50 euros**
- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SSR pour 2021 : **284 757.00 euros**, soit un douzième correspondant à **23 729.75 euros**
- Base de calcul pour la dotation annuelle de financement (DAF) SSR égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **7 382 696.00 euros**, soit un douzième correspondant à **615 224.67 euros**
- Base de calcul pour la dotation annuelle de financement (DAF) PSYCHIATRIE égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **10 115 691.00 euros**, soit un douzième correspondant à **842 974.25 euros**

- Base de calcul pour le forfait global de soins afférent aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours (USLD) égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **842 402.00 euros**, soit un douzième correspondant à **70 200.17 euros**
- Base de calcul pour les forfaits annuels FAU, CPO, FAG et FAI égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **153 054.00 euros**, soit un douzième correspondant à **12 754.50 euros**
- Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2021 : **947 793.00 euros**, soit un douzième correspondant à **78 982.75 euros**
- Base de calcul pour le forfait ACE SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2021 : **86 488.00 euros**, soit un douzième correspondant à **7 207.33 euros**
- Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **337 583.00 euros**, soit un douzième correspondant à **28 131.92 euros**
- Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **29 543.00 euros**, soit un douzième correspondant à **2 461.92 euros**
- Base de calcul pour la dotation annuelle MRC égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **97 600.00 euros**, soit un douzième correspondant à **8 133.33 euros**
- Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **12 404 093.00 euros**, soit un douzième correspondant à **1 033 674.42 euros**.

Soit un montant total de douzième de **3 276 726.51 euros**.

Article 5 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°ARS/2021/627 du 08 novembre 2021 fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l'assurance maladie annuels et versés au Centre Hospitalier de Bastia au titre de l'année 2021.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

Le directeur de l'organisation des soins de l'Agence Régionale de Santé, le Directeur du Centre Hospitalier de Bastia et la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Haute-Corse sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Haute-Corse et de la préfecture de Corse.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

La Directrice Générale de l'ARS de Corse,



Marie-Hélène LECENNE

Annexe 1- Détail des dotations mentionnées à l'article 2 devant faire l'objet d'un versement unique

| Raison sociale | Motivation | Enveloppe | Sous-Enveloppe | Mode de délégation | Libellé Mesure N1 | Total | | | |
|--|---|--------------------|----------------|---|---|----------------------------------|--|--|------------------|
| CENTRE HOSPITALIER DE BASTIA | versement unique | DAF | PSY | CNR | NAT - Faire bénéficier les praticiens hospitaliers de l'indemnité d'activité sectorielle et de liaison (IASL) dès la période probatoire | 2 675 € | | | |
| | | | | | NAT - Fusion des 4 premiers échelons du statut de PH et versement de l'IESPE en année probatoire | 4 920 € | | | |
| | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels non médicaux des EPS | 615 290 € | | | |
| | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels médicaux des EPS | 77 014 € | | | |
| | | | | | NAT - Repérage et diagnostic des adultes autistes | 5 166 € | | | |
| | | | | | Total CNR | 705 065 € | | | |
| | | | | | Total PSY | 705 065 € | | | |
| | | | | | SSR | CNR | NAT - Fusion des 4 premiers échelons du statut de PH et versement de l'IESPE en année probatoire | 3 589 € | |
| | | | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels médicaux des EPS | 31 386 € | |
| | | | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels non médicaux des EPS | 386 986 € | |
| | | | | | | | NAT - Transports Art. 80 | 6 867 € | |
| | | | | | | | Total CNR | 428 828 € | |
| | | | | | Total SSR | 428 828 € | | | |
| | | | | | Total DAF | 1 133 893 € | | | |
| | | | | | Dotations de soins USLD | Dotations de soins USLD | CNR | NAT - Fusion des 4 premiers échelons du statut de PH et versement de l'IESPE en année probatoire | 410 € |
| | | | | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels médicaux des EPS | 9 948 € |
| | | | | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels non médicaux des EPS | 115 758 € |
| | | | | | | | | Total CNR | 126 116 € |
| | | | | | Total Dotations de soins USLD | 126 116 € | | | |
| | | | | | Forfaits | DOTATIONS URGENCES IFAQ IFAQ_SSR | CNR | Dotation complémentaire SU-SMUR | 369 854 € |
| | | | | | | | | IFAQ MCO | 337 583 € |
| | | | | | | | | IFAQ SSR | 29 543 € |
| | | | | | | | | Total Forfaits | 736 980 € |
| | | | | | MIGAC | AC | CNR | NAT - Appui sanitaire aux personnes âgées en EHPAD et à domicile | 44 073 € |
| | | | | | | | | NAT - Biosimilaires | 6 360 € |
| | | | | | | | | NAT - Equipements COVID | 866 106 € |
| | | | | | | | | NAT - Soutien aux ES en difficulté | 3 000 000 € |
| NAT - Utilisation pour le pilote traçabilité des DMI | 20 000 € | | | | | | | | |
| Total CNR | 3 936 539 € | | | | | | | | |
| CR | NAT - Admissions directes personnes âgées | 130 000 € | | | | | | | |
| Total CR | 130 000 € | | | | | | | | |
| Total AC | 4 066 539 € | | | | | | | | |
| Total MIGAC | 4 066 539 € | | | | | | | | |
| Total versement unique | 6 063 528 € | | | | | | | | |
| versement unique 2 | Forfaits | DOTATIONS URGENCES | CNR | Dotation complémentaire SU-SMUR | 294 825 € | | | | |
| | | | | Total Forfaits | 294 825 € | | | | |
| | | | | MIGAC | AC | CNR | NAT - Compensation surcoûts crise COVID 19 | 1 483 365 € | |
| | | | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels des Instituts de formation (IF) EPS | 110 725 € | |
| | | | | | | | NAT - Tests RT-PCR | 317 749 € | |
| | | | | Total CNR | 333 305 € | | | | |
| Total AC | 2 245 144 € | | | | | | | | |
| Total MIGAC | 2 245 144 € | | | | | | | | |
| Total versement unique 2 | 1 950 319 € | | | | | | | | |
| versement unique 3 | MIGAC | AC | CNR | NAT - Compensation surcoûts crise COVID 19 | 648 837 € | | | | |
| | | | | NAT - Ségur de la santé - Péréquation Etablissements publics de santé (EPS) | 878 893 € | | | | |
| | | | | Total CNR | 1 527 731 € | | | | |
| Total AC | 1 527 731 € | | | | | | | | |
| Total MIGAC | 1 527 731 € | | | | | | | | |
| Total versement unique 3 | 1 527 731 € | | | | | | | | |

| Raison sociale | Motivation | Enveloppe | Sous-Enveloppe | Mode de délégation | Libellé Mesure N1 | Total |
|---|---------------------------------|--------------------------------------|------------------|--------------------|---|---------------------|
| | versement unique 4 | DAF | PSY | CNR | NAT - Mesure "Attractivité" | 20 742 € |
| | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels non médicaux des EPS | 16 556 € |
| | | | | | NAT - Prime d'encadrement et prime managériale | 2 766 € |
| | | | | | NAT - Relèvement de l'indice minimal de traitement | 850 € |
| | | | | | NAT - Transports Art. 80 | 35 614 € |
| | | | | Total CNR | | 76 528 € |
| | | | Total PSY | | | 76 528 € |
| | | | SSR | CNR | NAT - Mesure "Attractivité" | 25 978 € |
| | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels non médicaux des EPS | 10 075 € |
| | | | | | NAT - Prime d'encadrement et prime managériale | 2 398 € |
| | | | | | NAT - Relèvement de l'indice minimal de traitement | 1 610 € |
| | | | | | NAT - Transports Art. 80 | 152 119 € |
| | | | | Total CNR | | 192 180 € |
| | | | Total SSR | | | 192 180 € |
| | | Total DAF | | | | 268 708 € |
| | Dotations de soins USLD | Dotations de soins USLD | | CNR | NAT - Mesure "Attractivité" | 6 658 € |
| | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels non médicaux des EPS | 2 955 € |
| | | | | | NAT - Prime d'encadrement et prime managériale | 366 € |
| | | | | | NAT - Relèvement de l'indice minimal de traitement | 317 € |
| | | | | Total CNR | | 10 296 € |
| | | Total Dotations de soins USLD | | | | 10 296 € |
| | | Total Dotations de soins USLD | | | | 10 296 € |
| | MIGAC | AC | | CNR | NAT - Aides en trésorerie | 4 000 000 € |
| | | | | | NAT - Mesure "Attractivité" | 242 776 € |
| | | | | | NAT - Prime d'encadrement et prime managériale | 29 307 € |
| | | | | | NAT - PUI Pivots | 295 575 € |
| | | | | | NAT - Relèvement de l'indice minimal de traitement | 8 499 € |
| | | | | | NAT - Tests RT-PCR | 216 451 € |
| | | | | | NAT - Vaccination | 167 880 € |
| | | | | Total CNR | | 4 960 488 € |
| | | Total AC | | | | 4 960 488 € |
| | | AC_SSR | | CNR | NAT - Tests RT-PCR | 430 € |
| | | | | Total CNR | | 430 € |
| | | Total AC_SSR | | | | 430 € |
| | | Total MIGAC | | | | 4 960 918 € |
| | Total versement unique 4 | | | | | 5 239 922 € |
| | versement unique 5 | DAF | PSY | CNR | NAT - Mesures ponctuelles | 150 000 € |
| | | | | Total CNR | | 150 000 € |
| | | Total PSY | | | | 150 000 € |
| | | Total DAF | | | | 150 000 € |
| | | MIGAC | AC | CNR | NAT - Mesure Ségur : Intéressement | 438 978,00 € |
| | | | | Total CNR | | 354 307 € |
| | | Total AC | | | | 793 285 € |
| | | Total MIGAC | | | | 793 285 € |
| | Total versement unique 5 | | | | | 943 285 € |
| Total CENTRE HOSPITALIER DE BASTIA | | | | | | 15 724 784 € |

| | |
|---|---|
| Versement unique ; Versements uniques 2,3 et 4 | Versements uniques ayant déjà fait l'objet d'un versement unique dans le cadre des arrêtés précédents |
| Versement unique 5 | <u>Versements uniques à verser en un seul tenant au titre du présent arrêté</u> |

ARS

R20-2021-12-01-00006

01/12/2021 : M.Marie-Hélène LECENNE

Arrêté n°ARS/2021/666 du 01/12/2021 fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l'assurance maladie annuels et versés au Centre Hospitalier de Castelluccio (FINESS EJ - 2A0000386) au titre de l'année 2021

Arrêté n°ARS/2021/666 du 01/12/2021 fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l'assurance maladie annuels et versés au Centre Hospitalier de Castelluccio (FINESS EJ - 2A0000386) au titre de l'année 2021

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1 et R. 162-32-3 ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 20 mars 2019 portant nomination de Mme. Marie-Hélène LECENNE, directrice générale de l'agence régionale de santé de Corse ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 portant détermination pour 2021 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L.162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 fixant pour l'année 2021 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L.162-22-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 15 avril 2021 fixant pour l'année 2019 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2021 fixant, pour l'année 2021, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13, L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues au L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2, du même code ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2021 fixant, pour l'année 2021, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13, L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues au L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2, du même code ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2021 fixant, pour l'année 2021, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13, L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues au L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2, du même code ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2021 fixant, pour l'année 2021, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13, L. 162-23-8 et les dotations urgences prévues au L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2, du même code ;

Vu l'arrêté du 6 avril 2021 relatif aux modalités de financement mentionnées à l'article L.162-22-8-2 du code de la sécurité sociale des structures des urgences et des structures mobiles d'urgence et de réanimation ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 2019 relatifs aux forfaits alloués aux établissements de santé dans le cadre de la prise en charge de patients atteints de maladie rénale chronique en application de l'article L. 162-22-6-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2019 fixant la liste des établissements éligibles aux forfaits alloués aux établissements de santé dans le cadre de la prise en charge de patients atteints de maladie rénale chronique en application de l'article L. 162-22-6-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la circulaire relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2021 des établissements de santé validée par le CNP le 9 avril 2021 (visa CNP 2021-45) ;

Vu la circulaire du 20 octobre 2021 relative à la deuxième campagne tarifaire et budgétaire 2021 des établissements de santé (visa CNP 2021-129) ;

Vu l'arrêté n°ARS/2021/629 du 08/11/2021 fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l'assurance maladie annuels et versés au Centre Hospitalier de Castelluccio au titre de l'année 2021 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Le montant des produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Castelluccio pour l'année 2021 est fixé à :

42 561 945 € (quarante-deux millions cinq cent soixante et un mille neuf cent quarante-cinq euros).

Article 2 :

• **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **2 234 034.00 euros** au titre de l'année 2021 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **406 964.00 euros**
- Aide à la contractualisation : **1 827 070.00 euros**

• **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SSR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à **112 093.00 euros** au titre de l'année 2021 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général SSR : **110 447.00 euros ;**
- Aide à la contractualisation SSR : **1 646.00 euros.**

• **Dotation annuelle de financement**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à **39 956 453.00 euros** au titre de l'année 2021 et réparti comme suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : **37 481 188.00 euros ;**
- Dotation annuelle de financement SSR : **2 475 265.00 euros.**

• **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Dans l'attente de la fixation pour l'année 2010, du forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, le montant du forfait annuel pour 2021 est reconduit et fixé comme suit :

- Forfait « part activité » de DMA théorique SSR au titre de l'année 2021 : **220 280.00 euros.**

• **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale**

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2021, comme suit :

- **32 277.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO ;
- **6 808.00 euros** au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR.

Article 3 :

Le total de la base de calcul des douzièmes 2021 est fixé à 38 002 652 € (trente-huit millions deux mille six-cent cinquante-deux euros), déduction faite des dotations à verser en un seul tenant annexées au présent arrêté.

Article 4 :

À compter du 1er janvier 2022, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2022, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes:

• Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2021 : **1 062 833.00 euros**, soit un douzième correspondant à **88 569.42 euros**

• Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SSR pour 2021 : **110 447.00 euros**, soit un douzième correspondant à **9 203.92 euros**

• Base de calcul pour la dotation annuelle de financement (DAF) SSR égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **2 113 544.00 euros**, soit un douzième correspondant à **176 128.67 euros**

• Base de calcul pour la dotation annuelle de financement (DAF) PSYCHIATRIE égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **34 495 948.00 euros**, soit un douzième correspondant à **2 874 662.33 euros**

• Base de calcul pour le forfait DMA SSR égal à un douzième du montant théorique fixé pour 2021 : **220 280.00 euros**, soit un douzième correspondant à **18 356.67 euros**

• Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **32 277.00 euros**, soit un douzième correspondant à **2 689.75 euros**

• Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR égal à un douzième du montant fixé pour 2021 : **6 808.00 euros**, soit un douzième correspondant à **567.33 euros**

Soit un total de douzième de **3 170 178.09 euros**.

Article 5 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°ARS/2021/629 du 8 novembre 2021 fixant les produits de l'hospitalisation relatifs aux dotations et forfaits annuels pris en charge par l'assurance maladie annuels et versés au Centre Hospitalier de Castelluccio au titre de l'année 2021.

Article 6 :

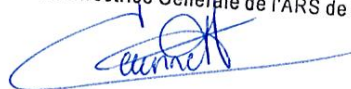
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

Le directeur de l'organisation des soins de l'Agence Régionale de Santé, le Directeur du Centre Hospitalier de Castelluccio et la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Corse du Sud sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse du Sud et de la préfecture de Corse.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

La Directrice Générale de l'ARS de Corse,



Marie-Hélène LECENNE

Annexe 1- Détail des dotations mentionnées à l'article 2 devant faire l'objet d'un versement unique

| Raison sociale | Motivation | Enveloppe | Sous-Enveloppe | Mode de délégation | Libellé Mesure N1 | Total | | | | |
|---|--------------------|---|--|---------------------------|---|--------------------|--|-----------|---|------------------|
| CTRE HOSP SPEC DE CASTELLUCCIO | versement unique | DAF | PSY | CNR | NAT - Faire bénéficier les praticiens hospitaliers de l'indemnité d'activité sectorielle et de liaison (IASL) dès la période probatoire | 9 121 € | | | | |
| | | | | | NAT - Fusion des 4 premiers échelons du statut de PH et versement de l'IESPE en année probatoire | 16 772 € | | | | |
| | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels non médicaux des EPS | 2 353 504 € | | | | |
| | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels médicaux des EPS | 150 368 € | | | | |
| | | | | | NAT - Système d'information de Vigilans | 27 800 € | | | | |
| | | | | | NAT - Transports Art. 80 | 16 698 € | | | | |
| | | | | | Total CNR | 2 574 263 € | | | | |
| | | | | | CR | 8 400 € | | | | |
| | | | | | Total CR | 8 400 € | | | | |
| | | | | | Total PSY | 2 582 663 € | | | | |
| | | | | | SSR | CNR | NAT - Fusion des 4 premiers échelons du statut de PH et versement de l'IESPE en année probatoire | 1 027 € | | |
| | | | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels médicaux des EPS | 12 980 € | | |
| | | | | | | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels non médicaux des EPS | 221 800 € | | |
| | | | | | | | NAT - Transports Art. 80 | 6 526 € | | |
| | | | | | | | Total CNR | 242 333 € | | |
| | | | | | Total SSR | 242 333 € | | | | |
| | | | | | Total DAF | 2 824 996 € | | | | |
| | | | | | Forfaits | IFAQ | Sans objet | IFAQ MCO | 32 277 € | |
| | | | | | | | | | IFAQ_SSR | 6 808 € |
| | | | | | Total Forfaits | 39 085 € | | | | |
| | | | | | Total versement unique | 2 864 081 € | | | | |
| | | | | | versement unique 2 | MIGAC | AC | CNR | NAT - Compensation surcoûts crise COVID 19 | 215 077 € |
| | | | | | | | | | Total CNR | 215 077 € |
| | | | | | | | | | Total AC | 215 077 € |
| | | | | | Total MIGAC | 215 077 € | | | | |
| | | | | | Total versement unique 2 | 215 077 € | | | | |
| | | | | | versement unique 3 | MIGAC | AC | CNR | NAT - Ségur de la santé - Pérequisition Etablissements publics de santé (EPS) | 73 224 € |
| | | | | | | | | | NAT - Soutien aux ES en difficulté | 122 110 € |
| | | | | | | | | | Total CNR | 195 334 € |
| | | | | | | | | | Total AC | 195 334 € |
| | | | | | Total MIGAC | 195 334 € | | | | |
| | | | | | Total versement unique 3 | 195 334 € | | | | |
| | | | | | versement unique 4 | DAF | PSY | CNR | NAT - Mesure "Attractivité" | 87 722 € |
| NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels non médicaux des EPS | 63 328 € | | | | | | | | | |
| NAT - Prime d'encadrement et prime managériale | 7 001 € | | | | | | | | | |
| NAT - Relèvement de l'indice minimal de traitement | 3 250 € | | | | | | | | | |
| NAT - Transports Art. 80 | 45 766 € | | | | | | | | | |
| Total CNR | 207 067 € | | | | | | | | | |
| Total PSY | 207 067 € | | | | | | | | | |
| SSR | CNR | NAT - Mesure "Attractivité" | 13 926 € | | | | | | | |
| | | NAT - Mesure Ségur : Revalorisation des personnels non médicaux des EPS | 5 775 € | | | | | | | |
| | | NAT - Prime d'encadrement et prime managériale | 1 172 € | | | | | | | |
| | | NAT - Relèvement de l'indice minimal de traitement | 923 € | | | | | | | |
| | | NAT - Transports Art. 80 | 97 592 € | | | | | | | |
| Total CNR | 119 388 € | | | | | | | | | |
| Total SSR | 119 388 € | | | | | | | | | |
| Total DAF | 326 455 € | | | | | | | | | |
| MIGAC | AC | CNR | NAT - Aides en trésorerie | 500 000 € | | | | | | |
| | | | NAT - Mesure "Attractivité" | 21 756 € | | | | | | |
| | | | NAT - Prime d'encadrement et prime managériale | 3 112 € | | | | | | |
| | | | NAT - Relèvement de l'indice minimal de traitement | 1 003 € | | | | | | |
| | | | NAT - Simphonie | 1 000 € | | | | | | |
| | | | NAT - Tests RT-PCR | 2 535 € | | | | | | |
| | | | Total CNR | 529 406 € | | | | | | |
| | | | Total AC | 529 406 € | | | | | | |
| | | | AC_SSR | 1 646 € | | | | | | |
| | | | Total CNR | 1 646 € | | | | | | |
| Total AC_SSR | 1 646 € | | | | | | | | | |
| Total MIGAC | 531 052 € | | | | | | | | | |
| Total versement unique 4 | 857 507 € | | | | | | | | | |
| versement unique 5 | DAF | PSY | CNR | NAT - Mesures ponctuelles | 203 910 € | | | | | |
| | | | | Total CNR | 203 910 € | | | | | |
| | | | | Total PSY | 203 910 € | | | | | |
| | | | | Total DAF | 203 910 € | | | | | |
| | | | | MIGAC | AC | CNR | NAT - Mesure Ségur : Intéressement | 223 384 € | | |
| Total CNR | 223 384 € | | | | | | | | | |
| Total AC | 223 384 € | | | | | | | | | |
| Total MIGAC | 223 384 € | | | | | | | | | |
| Total versement unique 5 | 427 294 € | | | | | | | | | |
| Total CTRE HOSP SPEC DE CASTELLUCCIO | 4 559 293 € | | | | | | | | | |

| | |
|---|---|
| Versement unique ; Versements uniques 2, 3 et 4 | Versements uniques ayant déjà fait l'objet d'un versement unique dans le cadre des arrêtés précédents |
| Versement unique 5 | Versements uniques à verser en un seul tenant au titre du présent arrêté |

ARS

R20-2021-12-02-00002

02/12/2021 : Mme Marie-Pia ANDREANI

ARRETE N°ARS/2021/668 en date du 02/12/2021
Fixant le montant des ressources d assurance
maladie dû au Centre Hospitalier Intercommunal
de Corte-Tattone (FINESS : 2B0004246) au titre
de l activité déclarée pour le mois d octobre
2021

ARRETE N°ARS/2021/668 en date du 02/12/2021 Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone (FINESS : 2B0004246) au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2021

La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Corse

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L 1432-2 issu de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 20 mars 2019 portant nomination de Mme. Marie-Hélène LECENNE, directrice générale de l'agence régionale de santé de Corse ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008, modifié, relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009, modifié, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale;

Vu l'arrêté modifié du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-42-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

La correspondance est à adresser impersonnellement à Madame La directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Corse
Quartier St Joseph – CS 13 003 - 20700 Ajaccio cedex 9 - Tel : 04.95.51.98.98 - Fax : 04.95.51.99.00
Site INTERNET : <http://www.ars.corse.sante.fr>

Vu l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;

Vu l'arrêté N°ARS/2021/463 en date du 06/08/2021 Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone au titre de l'activité déclarée pour le mois de Juin 2021 ;

Vu l'arrêté N° ARS/2019/459 du 26 juillet 2021 Fixant le montant de dotation forfaitaire garantie au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone ;

Vu le relevé d'activité MCO pour le mois d'octobre 2021 transmis le 30/11/2021 par le Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone ;

ARRETE

Article 1

La somme à verser au titre de la dotation HPR due pour le mois d'octobre 2021 au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone, par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de Haute-Corse, est arrêtée à **433 215,11 €**.

Article 2

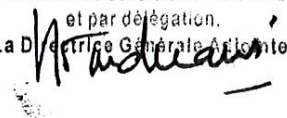
Au titre de la part des recettes liées à l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2021, à l'exception de celles entrant dans le champ de la dotation HPR, la somme à verser au Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone est arrêtée à **14 740,09 €** au titre des médicaments ATU, à **-15,37 €** au titre de l'activité de soins détenus.

Article 3

Le directeur de l'organisation des soins de l'ARS Corse, la Directrice du Centre Hospitalier Intercommunal de Corte-Tattone et le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Haute-Corse sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Corse et de la préfecture de Corse.

Pour la Directrice Générale de l'ARS de Corse
et par délégation.

La Directrice Générale Adjointe,



Marie-Pia ANDREANI

ARS

R20-2021-12-02-00003

02/12/2021 : Mme Marie-Pia ANDREANI

ARRETE N°ARS/2021/669 en date du 02/12/2021
Fixant le montant des ressources d assurance
maladie dû au Centre Hospitalier de Sartène
(FINESS : 2A0002606) au titre de l activité
déclarée pour le mois d octobre 2021

ARRETE N°ARS/2021/669 en date du 02/12/2021 Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Sartène (FINESS : 2A0002606) au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2021

La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Corse

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L 1432-2 issu de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 20 mars 2019 portant nomination de Mme. Marie-Hélène LECENNE, directrice générale de l'agence régionale de santé de Corse ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008, modifié, relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009, modifié, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale;

Vu l'arrêté modifié du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-42-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;

Vu l'arrêté N° ARS/2020/460 du 26 juillet 2021 fixant le montant de dotation forfaitaire garantie au Centre Hospitalier de Sartène ;

Vu le relevé d'activité MCO pour le mois d'octobre 2021 transmis le 30/11/2021 par le Centre Hospitalier de Sartène ;

ARRETE

Article 1

La somme à verser au titre de la dotation HPR due pour le mois d'octobre 2021 au centre hospitalier de Sartène, par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de Corse-du-Sud, est arrêtée à **95 028,92 €**.

Article 2

Le directeur de l'organisation des soins de l'ARS Corse, le Directeur par intérim du Centre Hospitalier de Sartène et la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Corse-du-Sud sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Corse-du-Sud et de la préfecture de Corse.

Pour la Directrice Générale de l'ARS de Corse
en par délégalion,
La Directrice Générale Adjointe

Marie-Pia ANDREANI

ARS

R20-2021-12-02-00004

02/12/2021 : Mme Marie-Pia ANDREANI

ARRETE N°ARS/2021/670 en date du 02/12/2021
Fixant le montant des ressources d assurance
maladie dû au Centre Hospitalier de Bonifacio
(FINESS : 2A0000170) au titre de l activité
déclarée pour le mois d octobre 2021

ARRETE N°ARS/2021/670 en date du 02/12/2021 Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Bonifacio (FINESS : 2A0000170) au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2021

La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Corse

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L 1432-2 issu de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 20 mars 2019 portant nomination de Mme. Marie-Hélène LECENNE, directrice générale de l'agence régionale de santé de Corse ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008, modifié, relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics et privés ayant une activité en médecine, chirurgie ou obstétrique et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 19 février 2009, modifié, relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;

Vu l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-42-1-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020 ;

Vu l'arrêté n°2021/458 du 26/07/2021 Fixant le montant de dotation forfaitaire garantie à l'établissement Centre Hospitalier de Bonifacio ;

Vu le relevé d'activité MCO pour le mois d'octobre 2021 transmis le 30/11/2021 par le Centre Hospitalier de Bonifacio ;

ARRETE

Article 1

La somme à verser au titre de la dotation HPR due pour le mois d'octobre 2021 au centre hospitalier de Bonifacio, par la Mutualité Sociale Agricole (MSA) de Corse, est arrêtée à **123 059,42 €**.

Article 2

Au titre de la part de ces recettes liées à l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2021, à l'exception de celles entrant dans le champ de la dotation HPR, la somme à verser au centre hospitalier de Bonifacio par la Mutualité Sociale Agricole de Corse est arrêtée à **15 246,22 €** au titre des actes et consultations externes.

Article 3

Le directeur de l'organisation des soins de l'ARS Corse, le Directeur du Centre Hospitalier de Bonifacio et le Directeur de la Mutualité Sociale Agricole de Corse sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Corse-du-Sud et de la préfecture de Corse.

Pour la Directrice Générale de l'ARS de Corse
et par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,

Marie-Pia ANDREANI

Direction de la mer et du littoral de Corse

R20-2021-12-06-00001

06/12/2021 : M.Riyad DJAFFAR

Arrêté portant approbation de la délibération n° 12/2021 en date du 3 décembre 2021 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Corse fixant la liste des titulaires de la licence régionale de pêche des oursins



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la mer
et du littoral de Corse**

Service économie bleue

Arrêté n° du 06 DEC. 2021
portant approbation de la délibération n°12/2021 en date du 03/12/2021 du comité régional des
pêches maritimes et des élevages marins de Corse fixant la liste des titulaires de la licence
régionale de pêche des oursins

Le Préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- Vu** le règlement (CE) n° 1967/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 modifié, concernant des mesures de gestion pour l'exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée et modifiant le règlement (CEE) n° 2847/93 et abrogeant le règlement (CE) n°1626/94 ;
- Vu** le livre IX du code rural et de la pêche maritime et notamment son article R 912-31 ;
- Vu** le décret n° 92-335 du 30 mars 1992 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2021-1140 du 1^{er} septembre 2021 relatif à la direction de la mer et du littoral de Corse ;
- Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Pascal LELARGE, préfet hors classe, en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1960 modifié relatif à la réglementation de la pêche sous marine sur l'ensemble du littoral métropolitain ;
- Vu** l'arrêté ministériel n°815P3 du 21 mars 1979 réglementant la pêche et la vente des oursins en Méditerranée ;
- Vu** l'arrêté du 17 mars 2014 modifié, fixant la liste des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins, leur ressort territorial, leur siège ainsi que le nombre de membres de leur comité ;

Direction de la mer et du littoral de Corse- Terre plein de la gare- 20302 Ajaccio cedex 9
Standard : 04.95.29.09.09 - Fax : 04 95 29 09 49
Adresse électronique : dmlc-communication.dmlc.oh.ddtm-2a@mer.gouv.fr

- Vu** l'arrêté n° R20-2020-03-16-002 en date du 16 mars 2020 rendant obligatoire une délibération du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Corse fixant la création de la licence de pêche aux oursins en région Corse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°90/46 du 29 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'exercice de la pêche aux oursins sur le littoral de la région de Corse ;
- Vu** l'arrêté du 23 septembre 2021 portant nomination de M. Riyad DJAFFAR, directeur de la mer et du littoral de Corse ;
- Vu** l'arrêté n° R20-2021-113 du 20 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Riyad DJAFFAR, directeur de la mer et du littoral de Corse ;
- Vu** les conclusions de la commission régionale « oursins » en date du 17 novembre 2021

ARRÊTE

Article 1er

La délibération n° 12/2021 en date du 3 décembre 2021 (1) du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Corse fixant la liste des titulaires de la licence régionale de pêche des oursins en apnée pour la campagne de pêche du 15 décembre 2021 au 15 avril 2022 inclus et annexée au présent arrêté, est approuvée et rendue obligatoire.

Article 2

Les armateurs titulaires de la licence « oursins » s'engagent à respecter les conditions d'éligibilité, de qualifications, et de signaler leur présence au moyen des marques réglementaires. Ils doivent se conformer à toutes les prescriptions particulières qui pourraient leur être imposées dans le cadre de cette pêche. L'autorisation devra être présentée à toute réquisition des agents chargés de la police et de la surveillance des pêches maritimes.

Article 3

Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur de la mer et du littoral de Corse sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région de Corse.

Article 4

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional
de la mer et du littoral de Corse

Riyad DJAFFAR



(1) la délibération peut être consultée au CRPMEM de Corse – 2 quai napoléon – 20000 AJACCIO



Cumitatu Regionale di e Pesche & di l'Allevi Marittimi di a Corsica

Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins de Corse

DÉLIBÉRATION n° 12 / 2021 en date du 03 / 12 /21
Délibération fixant la liste des titulaires de la licence régionale de pêche oursin

Le Conseil du CRPMEM Corse, a adopté la délibération dont la teneur suit :

VU le livre IX du code rural et de la pêche maritime ;

VU l'arrêté du 17 mars 2014 modifié fixant le ressort territorial, le siège des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que le nombre des membres de leur conseil ;

VU l'arrêté interministériel du 14 mai 2019 définissant les procédures d'accès, de séjour, de sortie et d'organisation du travail pour les interventions en milieu hyperbare exécutées avec immersion dans le cadre de la mention B « techniques, sciences, pêche, aquaculture, médias et autres interventions »

VU l'arrêté n° 2012324-0001 du 19 novembre 2012 portant sur les dates de fermeture de la pêche aux oursins.

VU l'arrêté n° R20-2020-03-16-002 rendant obligatoire une délibération du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Corse fixant la création de la licence de pêche aux oursins en région corse et sa délibération n°13/2019 du CRPMEMC créant la licence oursin ;

VU la délibération n°14/2019 du CRPMEMC fixant les conditions d'attribution de la licence oursin

VU la délibération n° 05/2020 du CRPMEMC modifiant la délibération n°14/2019 ;

Considérant l'avis favorable unanime des membres de la commission Oursins ;

Le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins de Corse

DELIBERE

Page 1 sur 4



Cumitatu Regionale di e Pesche & di l'Allevi Marittimi di a Corsica

Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins de Corse

Article 1^{er} :

Les pêcheurs dont les noms suivent ont été reconnus éligibles par la commission, et sont retenus pour l'attribution de la licence de pêche « Oursins », pour la période 2021-2022 :

| NOM - PRENOMS | Nom du navire | Quartier | IMMATRICULATION |
|-----------------------------|---------------|----------|-----------------|
| ALCARAZ VJH | BERENICE II | AJ | 916 529 |
| ARRIGHI Stéphane | CAROLINA 2 | AJ | 517 505 |
| AUTHIER Louis SAS Josefa | JOSEFA | BI | 330 184 |
| BARBEY Yohan | LOUIS | AJ | 144 341 |
| BEUSTER Marc Andria | FRANCINE II | BI | 936 238 |
| BIANCHINI Maxime | MAXIMUS II | AJ | 934 199 |
| BOURNOT Jean François | NATALINA | AJ | 585 904 |
| CALABRO Christian | ISA | AJ | 635 821 |
| CAPODIMACCI Charles | L'ALTANA | AJ | 930 125 |
| CATOIRE Damien | VICTORIA II | AJ | 362 427 |
| CAUMER Thomas | JUTHO | BI | 865 263 |
| CAVIGLIOLI Eric | CYROL II | AJ | 585 483 |
| CERVASIO JF | NYMPHEA 2 | AJ | 790 119 |
| CHIOCCA Joseph | CARLA | AJ | 704 059 |
| COLANTONIO Jean Marc | LE JOSEPH | AJ | 936 830 |
| COLANTONIO Marc | SAN LUCIANU | AJ | 677 122 |
| COLOMBINI Boris | AMPHITRITE II | AJ | 923 128 |
| DIMENZA Jean Michel | NINI | BI | 598 338 |
| DUBOIS Guillaume | U CIOCCIU | AJ | 613 279 |

Page 2 sur 4



Cumitatu Regionale di e Pesche & di l'Allevi Marittimi di a Corsica

Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins de Corse

| | | | |
|-------------------------|------------------|----|---------|
| DUVAL Jean Louis | MARIE CELINE 2 | AJ | 913 252 |
| ETIENNE Jean Hugues | LOKI | AJ | 824 779 |
| ETIENNE Thibault | LESTRYGON 2 | AJ | 929 266 |
| FABY Jacques | ANDRIA | AJ | 704 442 |
| FERRERO Félix | LILLO | AJ | 932 140 |
| FESTA Dominique | MAX | AJ | 923 189 |
| GABRIELLI Jean Pierre | JONATHAN | BI | 910 309 |
| GENNA Jean Christophe | SERENA | BI | 865 255 |
| GIANNETTI François | JEAN JACQUES | AJ | 807 604 |
| GOUGELET Pierre Antoine | ADRIEN | AJ | 924 411 |
| GUAZZELI Sébastien | SAN LUCCA | BI | 701 782 |
| HAZAN Olivier | LILIA MARINE | AJ | 931 726 |
| LUNARDI François | ST ANTOINE | AJ | 490 687 |
| MARRAS Jean Dominique | ALIZEU | AJ | 923 131 |
| MATTEI Pierre Paul | SAINTE MARIE | AJ | 269 606 |
| MORACCHINI Alain | POSEIDON | BI | 734 383 |
| NAVARRO François | SAINT JOSEPH | BI | 913 088 |
| NUVOLI Nicolas Claude | SAINT NICOLAS 3 | AJ | 931 402 |
| NUVOLI Toussaint | ST NINA | AJ | 378 893 |
| PARIGGI Raphael | ST CHRISTOPHE II | BI | 865 261 |
| PIRO Maurice | LE NOMADE | AJ | 834 312 |
| POGGI Marien P | PATRICK | AJ | 299 610 |
| RAFFAELLI Jean Michel | LOLA | BI | 720 728 |
| RAFFINI Jean François | IPESSA | AJ | 929 456 |

Page 3 sur 4



Cumitatu Regionale di e Pesche & di l'Allevi Marittimi di a Corsica

Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins de Corse

| | | | |
|----------------------|-----------------------|----|---------|
| ROCCHI Fabrice | U SARAGU | AJ | 923 129 |
| RUSSO Simon | CASIPEMA 1 | AJ | 936 290 |
| SANNA Joseph | ANDRIA GHJASIPPINA | AJ | 521 650 |
| SCALA Vincent | PAOLA MARIA | AJ | 703 333 |
| SERRERI Alain | LAISSE DIRE | AJ | 613 308 |
| SERRERI Gérard - | L'ALTORE | AJ | 923 151 |
| SILVESTRI Jean Louis | ANNA | AJ | 729 854 |
| STRINNA Dumè | SAUVEUR | BI | 923 485 |
| TERRIER Loïc | ANDRE PASCAL | AJ | 314 490 |
| ZILLER Antoine | ANDY | AJ | 624 724 |

Article 2 :

Le CRPMEM Corse s'engage à poursuivre toute infraction conformément à l'article L 945-4 du Code rural et de la pêche maritime.

Le Président du CRPMEM de Corse
Gérard Romiti

Page 4 sur 4

Direction Régionale de l'Alimentation,
Agriculture et de la Forêt

R20-2021-12-07-00003

07/12/2021 :

AP portant autorisation préalable d'exploiter au
titre du contrôle des structures agricoles
accordée à l' EARL E GROTELLE



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'alimentation, de l'agriculture
et de la forêt de Corse**

**Arrêté n°R20-2021- du
portant autorisation préalable d'exploiter au titre du contrôle des
structures agricoles accordée à l'EARL E GROTELLE.**

*Le préfet de Corse, préfet de Corse du Sud
Chevalier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite*

Vu les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

Vu la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Pascal LELARGE, préfet hors classe, en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse du Sud ;

Vu l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

Vu l'arrêté du 1er août 2019 portant nomination de Madame Sabine HOFFERER, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse à compter du 1er septembre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2020-08-18-004 du 18 août 2020 portant délégation de signature à Mme Sabine HOFFERER, inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2021-03-08-001 du 8 mars 2021 portant subdélégation de signature de Mme Sabine HOFFERER, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

VU la demande signée le 11/10/2021 dans le téléservice LOGICS valant dépôt à la DDTM de la Haute-Corse et l'accusé de réception de la demande complète au 12/10/2021 concernant :

| | | |
|-----------------------------------|--|--|
| DEMANDEUR | NOM/Raison sociale Commune | EARL E GROTELLE 20218 PIETRALBA |
| CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE | Cédant(s) Surface demandée Dans la (ou les) commune(s) | 15.7583 LAMA (20218), PIETRALBA (20218) |

CONSIDÉRANT que l'opération présentée par le demandeur, constituant une installation d'exploitation horticole et maraîchère, est soumise à AUTORISATION PRÉALABLE D'EXPLOITER, en application de l'article L331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°16-2044 en date du 19 octobre 2016 pour le motif suivant : surface supérieure au seuil;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande concurrente n'a été présentée au terme du délai de publicité fixé au 14/11/2021 ;

CONSIDÉRANT que l'opération projetée par l'EARL E GROTELLE ne relève d'aucune des situations prévues par l'article L. 331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, pouvant donner lieu à un refus d'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de la Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'EARL E GROTELLE **est autorisée** à exploiter les parcelles suivantes :

| Référence Cadastre | Surface (en ha) | Commune | PROPRIÉTAIRE |
|--------------------|-----------------|-----------------|----------------------|
| 000 B 207 | 0.1134 | 20218 LAMA | GARSI Joseph Antoine |
| 000 B 208 | 1.1846 | 20218 LAMA | GARSI Joseph Antoine |
| 000 B 209 | 0.2078 | 20218 LAMA | GARSI Joseph Antoine |
| 000 B 210 | 0.6632 | 20218 LAMA | GARSI Joseph Antoine |
| 000 B 211 | 0.6270 | 20218 LAMA | GARSI Joseph Antoine |
| 000 A 432 | 0.0233 | 20218 PIETRALBA | ORSINI Anastasie |
| 000 C 112 | 1.6240 | 20218 PIETRALBA | ORSINI Anastasie |
| 000 C 113 | 2.3140 | 20218 PIETRALBA | ORSINI Anastasie |
| 000 A 183 | 2.3150 | 20218 PIETRALBA | ORSINI Anastasie |
| 000 A 182 | 0.0010 | 20218 PIETRALBA | ORSINI Anastasie |
| 000 C 14 | 4.3313 | 20218 PIETRALBA | ORSINI Anastasie |
| 000 A 394 | 0.0585 | 20218 PIETRALBA | ORSINI Anastasie |
| 000 B 97 | 0.0029 | 20218 PIETRALBA | ORSINI Anastasie |
| 000 C 151 | 0.5276 | 20218 LAMA | ORSINI Anastasie |
| 000 C 472 | 1.7647 | 20218 LAMA | ORSINI Anastasie |

Soit **une surface totale de 15.7583 ha.**

ARTICLE 2 :

Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

ARTICLE 4 :

Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

ARTICLE 5 :

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si le requérant estime qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants,
- un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia.

ARTICLE 6 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le(s) maire(s) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EARL E GROTELLE, au(x) propriétaire(s), transmis pour affichage dans la ou les communes précédemment mentionnées, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse.

Fait à Ajaccio le

Pour le préfet de Corse et par subdélégation,

La directrice régionale adjointe de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt de Corse

Catherine
MARCELLIN

2021.12.07

MARCELLIN
19541101'00'



Direction Régionale de l'Alimentation,
Agriculture et de la Forêt

R20-2021-12-07-00005

07/12/2021 :

AP portant autorisation préalable d'exploiter au
titre du contrôle des structures agricoles
accordée à Madame NOUVION MATHILDE



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'alimentation, de l'agriculture
et de la forêt de Corse**

**Arrêté n°R20-2021- du
portant autorisation préalable d'exploiter au titre du contrôle des
structures agricoles accordée à Madame NOUVION MATHILDE.**

*Le préfet de Corse, préfet de Corse du Sud
Chevalier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite*

Vu les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

Vu la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Pascal LELARGE, préfet hors classe, en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse du Sud ;

Vu l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

Vu l'arrêté du 1er août 2019 portant nomination de Madame Sabine HOFFERER, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse à compter du 1er septembre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2020-08-18-004 du 18 août 2020 portant délégation de signature à Mme Sabine HOFFERER, inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2021-03-08-001 du 8 mars 2021 portant subdélégation de signature de Mme Sabine HOFFERER, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

VU la demande signée le 02/11/2021 dans le téléservice LOGICS valant dépôt à la DDTM de la Haute-Corse et l'accusé de réception de la demande complète au 02/11/2021 concernant :

| | | |
|-----------------------------------|--|---|
| DEMANDEUR | NOM/Raison sociale Commune | NOUVION MATHILDE 20230 CANALE-DI-VERDE |
| CARACTERISTIQUES DE LA DEMANDE | Cédant(s) Surface demandée Dans la (ou les) commune(s) | 6.5680 CANALE-DI-VERDE (20230) |

CONSIDÉRANT que l'opération présentée par le demandeur, constituant une installation d'une exploitation agrumicole, est soumise à **AUTORISATION PRÉALABLE D'EXPLOITER**, en application de l'article L.331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016 pour le motif : surface supérieure au seuil ;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande concurrente n'a été présentée au terme du délai de publicité fixé au 04/12/2021 ;

CONSIDÉRANT que l'opération projetée par Madame NOUVION MATHILDE ne relève d'aucune des situations prévues par l'article L. 331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, pouvant donner lieu à un refus d'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de la Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame NOUVION MATHILDE **est autorisée** à exploiter les parcelles suivantes :

| Référence Cadastre | Surface (en ha) | Commune |
|--------------------|-----------------|-----------------------|
| 000 ZB 40 | 6.5680 | 20230 CANALE-DI-VERDE |

Soit **une surface totale de 6.5680 ha.**

ARTICLE 2 :

Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

ARTICLE 4 :

Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

ARTICLE 5 :

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si le requérant estime qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants,
- un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia.

ARTICLE 6 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame NOUVION MATHILDE, au propriétaire, transmis pour affichage dans la ou les communes précédemment mentionnées, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse.

Fait à Ajaccio le

Pour le préfet de Corse et par subdélégation,

La directrice régionale adjointe de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt de Corse

Catherine
MARCELLIN

2021.12.07

ABC41N +01'00'



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Corse

« LeSolférino » - 8, cours Napoléon – CS 10 002 – 20704 Ajaccio Cedex 9 – Téléphone : 04 95 51 86 00 – Fax : 04 95 21 02 01
srea.draaf-corse@agriculture.gouv.fr

2 de 2

Direction Régionale de l'Alimentation,
Agriculture et de la Forêt

R20-2021-12-07-00002

07/12/2021 :

AP portant autorisation préalable d'exploiter au
titre du contrôle des structures agricoles
accordée à Monsieur VIVIANI ANTOINE



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'alimentation, de l'agriculture
et de la forêt de Corse**

**Arrêté n°R20-2021-
du
portant autorisation préalable d'exploiter au titre du contrôle des
structures agricoles accordée à Monsieur VIVIANI ANTOINE.**

*Le préfet de Corse, préfet de Corse du Sud
Chevalier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite*

Vu les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

Vu la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Pascal LELARGE, préfet hors classe, en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse du Sud ;

Vu l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

Vu l'arrêté du 1er août 2019 portant nomination de Madame Sabine HOFFERER, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse à compter du 1er septembre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2020-08-18-004 du 18 août 2020 portant délégation de signature à Mme Sabine HOFFERER, inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2021-03-08-001 du 8 mars 2021 portant subdélégation de signature de Mme Sabine HOFFERER, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

VU la demande signée le 30/09/2021 dans le téléservice LOGICS valant dépôt à la DDTM de la Haute-Corse et l'accusé de réception de la demande complète au 30/09/2021 concernant :

| | | |
|-----------------------------------|--|---|
| DEMANDEUR | NOM/Raison sociale Commune | VIVIANI ANTOINE 20246 PIÈVE |
| CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE | Cédant(s) Surface demandée Dans la (ou les) commune(s) | 22.5448 PIÈVE (20246), RAPALE (20246), SORIO (20246) |

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Corse
« LeSolférino » - 8, cours Napoléon – CS 10 002 – 20704 Ajaccio Cedex 9 – Téléphone : 04 95 51 86 00 – Fax : 04 95 21 02 01
srea.draaf-corse@agriculture.gouv.fr
1 de 3

CONSIDÉRANT que l'opération présentée par le demandeur, constituant une installation d'une exploitation arboricole, oléicole, maraîchère, est soumise à AUTORISATION PRÉALABLE D'EXPLOITER, en application de l'article L331-2- 1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016 ;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande concurrente n'a été présentée au terme du délai de publicité fixé au 04/11/2021 ;

CONSIDÉRANT que l'opération projetée par Monsieur VIVIANI ANTOINE ne relève d'aucune des situations prévues par l'article L. 331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, pouvant donner lieu à un refus d'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de la Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur VIVIANI ANTOINE **est autorisé** à exploiter les parcelles suivantes :

| Référence Cadastre | Surface (en ha) | Commune |
|--------------------|-----------------|-------------|
| 000 0A 657 | 0.0602 | 20246 SORIO |
| 000 0A 908 | 0.0019 | 20246 SORIO |
| 000 0A 909 | 0.0401 | 20246 SORIO |
| 000 0A 906 | 0.1351 | 20246 SORIO |
| 000 0A 907 | 0.0463 | 20246 SORIO |
| 000 0A 912 | 0.0614 | 20246 SORIO |
| 000 0A 913 | 0.0432 | 20246 SORIO |
| 000 0A 910 | 0.0520 | 20246 SORIO |
| 000 0A 911 | 0.0404 | 20246 SORIO |
| 000 0A 916 | 0.0260 | 20246 SORIO |
| 000 0A 917 | 0.0276 | 20246 SORIO |
| 000 0A 914 | 0.0986 | 20246 SORIO |
| 000 0A 918 | 0.0577 | 20246 SORIO |
| 000 0A 919 | 0.0226 | 20246 SORIO |
| 000 0A 889 | 0.0730 | 20246 SORIO |
| 000 0A 888 | 0.0275 | 20246 SORIO |
| 000 0A 904 | 0.0294 | 20246 SORIO |
| 000 0A 905 | 0.0260 | 20246 SORIO |
| 000 0A 902 | 0.5135 | 20246 SORIO |
| 000 0A 903 | 0.0760 | 20246 SORIO |
| 000 0A 900 | 0.0364 | 20246 SORIO |
| 000 0A 901 | 0.0155 | 20246 SORIO |
| 000 0A 898 | 0.0936 | 20246 SORIO |
| 000 0A 899 | 0.0240 | 20246 SORIO |
| 000 0A 896 | 2.4211 | 20246 SORIO |
| 000 0A 897 | 0.0510 | 20246 SORIO |
| 000 0A 895 | 0.0437 | 20246 SORIO |
| 000 0A 890 | 0.0304 | 20246 SORIO |
| 000 0A 891 | 0.0509 | 20246 SORIO |
| 000 0B 625 | 0.0147 | 20246 SORIO |
| 000 0B 639 | 0.0315 | 20246 SORIO |
| 000 0B 635 | 0.0200 | 20246 SORIO |
| 000 0B 637 | 0.0181 | 20246 SORIO |
| 000 0B 638 | 0.0737 | 20246 SORIO |

| | | |
|------------|--------|--------------|
| 000 OC 581 | 1.5690 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 582 | 4.2610 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 583 | 1.5605 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 584 | 0.3370 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 585 | 0.2942 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 586 | 0.4423 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 587 | 0.4353 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 588 | 1.8250 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 590 | 0.9700 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 591 | 0.0060 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 592 | 0.0030 | 20246 RAPALE |
| 000 OB 325 | 4.7427 | 20246 PIÈVE |
| 000 OB 304 | 0.0337 | 20246 PIÈVE |
| 000 OB 322 | 0.3300 | 20246 PIÈVE |
| 000 OC 593 | 0.9735 | 20246 RAPALE |
| 000 OC 589 | 0.3785 | 20246 RAPALE |

Soit une surface totale de 22.5448 ha.

ARTICLE 2 :

Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

ARTICLE 4 :

Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

ARTICLE 5 :

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si le requérant estime qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants,
- un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia.

ARTICLE 6 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le(s) maire(s) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur VIVIANI ANTOINE, transmis pour affichage dans la ou les communes précédemment mentionnées, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse.

Fait à Ajaccio le

Pour le préfet de Corse et par subdélégation,

La directrice régionale adjointe de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt de Corse



Catherine
MARCELLIN
2021.12.07 19:33:16
+01'00'

Direction Régionale de l'Alimentation,
Agriculture et de la Forêt

R20-2021-12-07-00004

07/12/2021 :

AP portant autorisation préalable d'exploiter au
titre du contrôle des structures agricoles
accordée au GAEC E Scopelle



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'alimentation, de l'agriculture
et de la forêt de Corse**

**Arrêté n°R20-2021- du
portant autorisation préalable d'exploiter au titre du contrôle des
structures agricoles accordée au GAEC E Scopelle.**

*Le préfet de Corse, préfet de Corse du Sud
Chevalier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite*

Vu les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

Vu la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Pascal LELARGE, préfet hors classe, en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse du Sud ;

Vu l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

Vu l'arrêté du 1er août 2019 portant nomination de Madame Sabine HOFFERER, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse à compter du 1er septembre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2020-08-18-004 du 18 août 2020 portant délégation de signature à Mme Sabine HOFFERER, inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2021-03-08-001 du 8 mars 2021 portant subdélégation de signature de Mme Sabine HOFFERER, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

VU la demande signée le 28/10/2021 dans le téléservice LOGICS valant dépôt à la DDTM de la Haute-Corse et l'accusé de réception de la demande complète au 29/10/2021 concernant :

| | | |
|--------------------------------|--|---|
| DEMANDEUR | NOM/Raison sociale Commune | GAEC E scopelle 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE | Cédant(s) Surface demandée Dans la (ou les) commune(s) | 41.5790 OLMETA-DI-CAPOCORSO (20217), SAN-MARTINO-DI-LOTA (20200) |

CONSIDÉRANT que l'opération présentée par le demandeur, constituant une installation d'une exploitation d'élevage porcin, est soumise à AUTORISATION PRÉALABLE D'EXPLOITER, en application de l'article L.331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016 pour le motif suivant : surface supérieure au seuil ;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande concurrente n'a été présentée au terme du délai de publicité fixé au 02/12/21

CONSIDÉRANT que l'opération projetée par le GAEC E Scopelle ne relève d'aucune des situations prévues par l'article L. 331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, pouvant donner lieu à un refus d'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de la Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le GAEC E Scopelle **est autorisé** à exploiter les parcelles suivantes :

| Référence Cadastre | Surface (en ha) | Commune |
|--------------------|-----------------|---------------------------|
| 000 OB 238 | 21.2848 | 20217 OLMETA-DI-CAPOCORSO |
| 000 OA 296 | 0.1141 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 132 | 0.1876 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 290 | 0.0453 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 349 | 0.2300 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 299 | 0.0664 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 280 | 0.0857 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 320 | 0.0188 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 296 | 0.0806 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 326 | 0.0590 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 321 | 0.0378 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 162 | 0.3259 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 386 | 0.0255 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 386 | 0.1272 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 563 | 0.0719 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 593 | 0.0650 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OD 80 | 0.0715 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OD 277 | 0.0701 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 428 | 0.1257 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 495 | 0.1977 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 576 | 0.1890 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 468 | 0.0537 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 651 | 0.0330 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 448 | 0.1853 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 609 | 0.0942 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 482 | 0.3457 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 648 | 0.0760 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Corse
« LeSolférino » - 8, cours Napoléon – CS 10 002 – 20704 Ajaccio Cedex 9 – Téléphone : 04 95 51 86 00 – Fax : 04 95 21 02 01
srea.draaf-corse@agriculture.gouv.fr
2 de 5

| | | |
|------------|--------|---------------------------|
| 000 OF 515 | 0.4061 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 673 | 0.1465 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 681 | 0.0865 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 682 | 0.1941 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 580 | 0.0054 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 615 | 0.0082 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 606 | 0.0015 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 356 | 0.0468 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 253 | 0.0659 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 345 | 0.1666 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 269 | 0.3683 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 288 | 0.1980 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 287 | 0.0627 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 303 | 0.2643 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 304 | 0.2516 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 292 | 0.1164 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 294 | 0.0836 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 293 | 0.1539 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 268 | 0.0590 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 531 | 0.0203 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 146 | 0.1365 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 357 | 0.2482 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 366 | 0.0711 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 439 | 0.0558 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 400 | 0.1302 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 371 | 0.0862 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 329 | 0.1765 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 156 | 0.0416 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 434 | 0.1552 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 157 | 1.5008 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 655 | 0.1731 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 466 | 0.2457 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 459 | 0.0140 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 503 | 0.0747 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 474 | 1.2188 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 558 | 0.1864 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 457 | 0.0571 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 677 | 0.2903 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 715 | 0.8831 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 320 | 0.0479 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 417 | 0.0327 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 650 | 0.0089 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 589 | 0.0109 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 649 | 0.0020 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 513 | 0.0029 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 553 | 0.0103 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 603 | 0.0024 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Corse
« LeSolférino » - 8, cours Napoléon – CS 10 002 – 20704 Ajaccio Cedex 9 – Téléphone : 04 95 51 86 00 – Fax : 04 95 21 02 01
srea.draaf-corse@agriculture.gouv.fr
3 de 5

| | | |
|------------|--------|---------------------------|
| 000 OG 604 | 0.0016 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 637 | 0.0018 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 350 | 0.0070 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 579 | 0.0133 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 453 | 0.0242 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 607 | 0.0107 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 672 | 0.0142 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 682 | 0.0792 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 683 | 0.0880 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 822 | 0.0106 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 727 | 0.0250 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 692 | 0.0527 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OG 562 | 0.0235 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 361 | 0.0891 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 363 | 0.0367 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 365 | 0.1459 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 748 | 0.0779 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 717 | 0.0636 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 3 | 0.1273 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 6 | 0.0542 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 11 | 0.0016 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 12 | 0.2198 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 33 | 0.0090 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 19 | 0.0449 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 35 | 0.0140 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 38 | 0.0402 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 27 | 0.0073 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 344 | 0.4046 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 358 | 0.0890 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 354 | 0.3097 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 691 | 0.8443 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 695 | 0.6268 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 696 | 0.8443 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 697 | 0.2175 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 57 | 0.1077 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 237 | 0.3116 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 308 | 0.0449 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 359 | 0.0837 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 327 | 0.0260 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 577 | 0.1512 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 362 | 0.0156 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 605 | 0.1162 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OC 334 | 0.1195 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OD 51 | 0.0681 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OD 137 | 0.2145 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OD 599 | 0.3129 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OD 659 | 0.0591 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Corse
« LeSolférino » - 8, cours Napoléon – CS 10 002 – 20704 Ajaccio Cedex 9 – Téléphone : 04 95 51 86 00 – Fax : 04 95 21 02 01
srea.draaf-corse@agriculture.gouv.fr
4 de 5

| | | |
|------------|--------|---------------------------|
| 000 OF 13 | 0.1258 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 145 | 0.1712 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 87 | 0.0731 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 190 | 0.1455 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 438 | 0.0555 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 500 | 0.0670 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 594 | 0.0793 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 625 | 0.5900 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 628 | 0.2130 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 680 | 0.1256 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OF 700 | 0.1409 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 AC 17 | 0.0963 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 568 | 0.1518 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 OB 578 | 0.4272 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |
| 000 F 707 | 0.0298 | 20200 SAN-MARTINO-DI-LOTA |

Soit une surface totale de **41.5790 ha**.

ARTICLE 2 :

Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

ARTICLE 4 :

Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

ARTICLE 5 :

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si le requérant estime qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants,
- un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia.

ARTICLE 6 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GAEC E Scopelle, aux propriétaires, transmis pour affichage dans la ou les communes précédemment mentionnées, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse.

Fait à Ajaccio le

Pour le préfet de Corse et par subdélégation,

La directrice régionale adjointe de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt de Corse



Catherine
MARCELLIN
2021.12.07
19:55:16 +01'00'

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi,
du Travail et des Solidarités

R20-2021-12-07-00001

07/12/2021 :

Arrêté des contributions publiques destinées à la
mise en oeuvre de l'aide alimentaire

ARRETE

Article 1^{er} – Au titre de l'année 2022, les dossiers de demande ou de renouvellement d'habilitation, au niveau régional, des personnes morales de droit privé pour recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire doivent être adressés, en deux exemplaires, à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Corse, 2 chemin de Loretto, BP 332 20180 AJACCIO Cedex 1, au plus tard le 31 mars 2022.

Article 2 – L'arrêté préfectoral fixant la liste des associations habilitées sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Corse et notifié à chaque association habilitée.

Article 3 – La directrice régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Corse est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Corse.

A Ajaccio, le **6 DEC. 2021**

La Directrice Régionale
de la Direction Régionale de l'Économie,
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
DREETS de Corse

Isabel De MOURA

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Corse
2 chemin de Loretto - BP 332 - 20180 Ajaccio cedex 1 Standard 04 95 23 90 00 - Mail : corse.direction@dreets.gouv.fr

SGAMI SUD

R20-2021-12-02-00001

02/12/2021 :

Subdélégation financière Nov21 - signée



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
de la zone de défense et de sécurité Sud**

Secrétariat général pour l'administration
du ministère de l'intérieur Sud

**Arrêté du 02 décembre 2021 portant délégation d'ordonnancement secondaire
des recettes et des dépenses imputées sur le budget de l'Etat
au titre des différents programmes exécutés par le SGAMI de Marseille
et le centre de Services Partagés SGAMI de Marseille**

Le Secrétaire général
de la zone de défense et de sécurité sud

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le décret n°2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n°2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 7 mai 2019, portant nomination de Monsieur Christian CHASSAING, en qualité de secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 décembre 2016 portant affectation de Monsieur Hugues CODACCIONI, en qualité d'adjoint au secrétaire général pour l'administration du ministère de l'intérieur sud ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2014 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI) de la zone de défense et de sécurité sud ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2021 portant délégation de signature à Monsieur Christian CHASSAING ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint pour l'administration du ministère de l'intérieur sud,

1

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian CHASSAING, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité sud, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Hugues CODACCIONI, secrétaire général adjoint pour l'administration du ministère de l'intérieur sud.

ARTICLE 2 portant missions relevant du programme 176 police nationale, pour la zone de défense et de sécurité Sud

2 – 1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues CODACCIONI, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 est donnée à Monsieur Sébastien TRUET, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur David GUILLIOT, attaché principal d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur Jean-Pierre CARLE, attaché Hors classe d'administration de l'État, chef du bureau du budget, à Madame Rauana HOLOZET, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du bureau du budget, à Madame Stéphanie MANCEAU, secrétaire administrative de classe normale, jusqu'au 01/12/2021, à Monsieur Antoine MARIN, secrétaire administrative de classe normale, à Madame Isabelle STURINO, secrétaire administrative de classe normale, à Monsieur Eric BALZARINI adjudant-chef, à Monsieur Eric FRAISSE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, à Madame Joëlle LE TARTONNEC, secrétaire administrative de classe supérieure, à Madame Justine BIET, adjointe administrative, à Madame Catherine BELMONTE, adjointe administrative, à Madame Sonia ROUMANE, adjointe administrative, à Monsieur David-Olivier LAMBERT, adjoint administratif, à M. Rémi GOURNAY, adjoint administratif, à M. Stéphane SANCHO, personnel contractuel, à M. Nicolas VIOU, personnel contractuel pour effectuer, dans CHORUS, la programmation et le pilotage des crédits relevant du programme 176

- BOP n° 7 – BOP zone de défense et de sécurité Sud en qualité de RBOP délégué du **0176-DSUD**,
- BOP n° 1 – « Commandement, soutien et logistique » en qualité de RUO du centre financier **0176-CCSC-DM13**.

2 – 2 Sont autorisés à exprimer les besoins relevant des crédits de fonctionnement engagés sur le centre financier **0176-CCSC-DM13** qui leur ont été adressés par les chefs de services dûment habilités, dans la limite des montants fixés pour chacun d'eux, ainsi qu'à constater le service fait, les agents, dont les noms suivent :

| NOM Prénom | NOM Prénom | NOM Prénom |
|----------------------|----------------------|---------------------|
| ABDECHCHAFI Marine | AHMED Natacha | ANINI Jamale |
| BELMONTE Catherine | BONIFACCIO Dominique | BIET Justine |
| BALZARINI Eric | BATIFOULIER Nicolas | BEDDAR Hocine |
| BONIFAY Anthony | BOUWE Lie | CAILLAUD Christine |
| CAMBON Marie-Ange | CANTAREL Simon | CARACCI Jeremie |
| CARLÉ Jean-Pierre | CARLI Catherine | COLLIGNON Geneviève |
| COSTANTINI Christine | COSTE Stéphanie | EDRU Myriam |
| ESTEVE Michaël | FABIE Cyril | FRAISSE Eric |
| FAURE Katie | GAY Lætitia | GOURNAY Rémi |
| GONZALEZ François | GRAL Gregory | HEDHLI Amal |

| | | |
|-----------------------|---------------------|---------------------------------------|
| HOLOZET Rauana | JORDAN Jean-Luc | JEAN-MARIE Nadège |
| JEANSELME Sébastien | LATTARD Christophe | LAFROGNE Sylvie |
| LAMBERT David-Olivier | LE-TARTONNEC Joëlle | MANCEAU Stéphanie jusqu'au 01/12/2021 |
| MOUNIER Sandra | MORENO Raphaël | MORGANTI Pierre-Dominique |
| MARIN Antoine | PASQUIER Vincent | PERINI Jacques |
| REYNIER Béatrice | ROUMANE Sonia | REYNIER Béatrice |
| SANCHO Stéphane | SANCHEZ Francis | SAUGEZ Loïc |
| SIMON Laura | | |
| SPIRIDON Olivier | STURINO Isabelle | SVALTI Thierry |
| UNAL Alexandra | VERRELLI Ornella | VIOU Nicolas |

Cette procédure dématérialisée sera effectuée sur l'interface informatique CHORUS Formulaire et, le cas échéant, sur des formulaires papiers.

ARTICLE 3 portant missions relevant du programme 216 conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, pour la zone de défense et de sécurité Sud

3 – 1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues CODACCIONI, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 est donnée à Monsieur Sébastien TRUET, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur David GUILLIOT, attaché principal d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur Jean-Pierre CARLE, attaché Hors classe d'administration de l'État, chef du bureau du budget, à Madame Rauana HOLOZET, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du bureau du budget, à Madame Stéphanie MANCEAU, secrétaire administrative de classe normale, jusqu'au 01/12/2021, à Monsieur Antoine MARIN, secrétaire administrative de classe normale, à Madame Isabelle STURINO, secrétaire administrative de classe normale, à Monsieur Eric BALZARINI adjudant-chef, à Monsieur Eric FRAISSE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, à Madame Joëlle LE TARTONNEC, secrétaire administrative de classe supérieure, à Madame Justine BIET, adjointe administrative, à Madame Catherine BELMONTE, adjointe administrative, à Madame Sonia ROUMANE, adjointe administrative, à Monsieur David-Olivier LAMBERT, adjoint administratif, à M. Rémi GOURNAY, adjoint administratif, à M. Stéphane SANCHO, personnel contractuel, à M. Nicolas VIOU pour effectuer, dans CHORUS, la programmation et le pilotage des crédits relevant du programme 216 « Conduite et Pilotage des Politiques de l'Intérieur » RUO du centre financier **0216-CSGA-DSUD**.

3 – 2 Sont autorisés à exprimer les besoins relevant des crédits de fonctionnement du SGAMI Sud, sur le centre financier **0216-CSGA-DSUD**, qui leur ont été adressés par les chefs de services dûment habilités, dans la limite des montants fixés pour chacun d'eux, ainsi qu'à constater le service fait, les agents, dont les noms suivent :

| NOM Prénom | NOM Prénom | NOM Prénom |
|---------------------|-----------------------|---------------------|
| ABDECHCHAFI Marine | ASSILA Myriam | BELMONTE Catherine |
| BAUMIER Marie-Odile | BALZARINI Eric | BEDDAR Hocine |
| BONPAIN Patricia | BIET Justine | BUSSUTIL Anthony |
| CARLÉ Jean-Pierre | CHRISOKERAKIS Estelle | COLLIGNON Geneviève |

| | | |
|-----------------------|--|------------------------|
| CORDEAU Emilie | DE OLIVEIRA Valérie | ESTEVE Michael |
| EUDE CARNEVALE Nadège | FABIE Cyril | |
| | FRAISSE Eric | FLORES Cécile |
| GAY Laëtitia | GOURNAY Rémi | HAMOUDI Cécile |
| HEDHLI Amal | HOLOZET Rauana | IVALDI-CLERMONT Magali |
| JAMS Jean Expedit | JEAN-MARIE Nadège | JEANSELME Sébastien |
| LE-TARTONNEC Joëlle | LATTARD Christophe | LAMBERT David-Olivier |
| MALECKI Jaroslaw | MANCEAU Stéphanie jusqu'au 01/12/2021 | MAZZOLO Carine |
| MENUSIER Stéphane | MORENO Raphaël | MOUNIER Sandra |
| NOURI Anissa | PEREZ Nathalie | PICAN Jacques |
| PICAVET Hélène | POELAERT Isabelle | PRE Muriel |
| ROUMANE Sonia | SABATE-DUMONTEIL Karine | SAUGEZ Loïc |
| SANCHO Stéphane | SAURIN Linda | SCHMERBER Bernadette |
| SIMON Laura | STASSIN Patricia | STURINO Isabelle |
| TAORMINA Alain | TEDDE Anthony | VIOU Nicolas |
| VIALARS Marion | VERDIER Patricia | VERZENI Thierry |

Cette procédure dématérialisée sera effectuée sur l'interface informatique CHORUS Formulaire et, le cas échéant, sur des formulaires papiers.

3 – 3 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues CODACCIONI, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 est donnée pour effectuer le pilotage des crédits de l'UO contentieux police et gendarmerie, centre financier : 0216-CAJC-DSUD, pour constater le service fait et signer les demandes de règlement : à hauteur de 50 000 euros à Monsieur Sébastien TRUET, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances et à Monsieur David GUILLIOT, attaché principal d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'administration générale et des finances, entre 10 000 et 25 000 euros à Monsieur Cyrille CAMUGLI, attaché d'administration de l'État, chef du bureau du contentieux et du conseil juridique, jusqu'à 10 000 euros, à Madame Sania BOUSOUKA, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du bureau du contentieux et du conseil juridique, cheffe du pôle « protection juridique, indemnisation et recouvrement » jusqu'à 10 000 euros, à Madame Jeanine MAWIT, attachée d'administration de l'État, cheffe du pôle « contentieux administratif et conseil juridique », jusqu'à 1 500 euros à Madame Laëtitia BEDNARZ, secrétaire administrative de classe supérieure, cheffe de la section « indemnisation et recouvrement » et à Mme Laëtitia DI MEO, secrétaire administrative de classe normale, cheffe de la section "protection juridique".

3 – 4 Sont autorisés à exprimer les besoins de l'UO, relative aux moyens alloués à la DSIC, en gestion locale du centre financier **0216-CNUM-DSUD**, adressés par les chefs de services dûment habilités, Madame Magali IVALDI-CLERMONT attachée d'administration de l'État, Madame Estelle CHRISOKERAKIS, contrôleur des services techniques, Madame Valérie DE OLIVEIRA, secrétaire administrative de classe supérieure, Madame Isabelle POELAERT, technicienne SIC de classe supérieure, Monsieur Anthony BUSSUTIL, apprenti, appartenant tous au bureau des Moyens et Activités Transverses de la DSIC, dans la limite des montants fixés, ainsi qu'à constater le service fait.

3 - 5 Délégation est donnée à Monsieur Sébastien TRUET, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur David GUILLIOT, attaché principal d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur Jean-Pierre CARLÉ, attaché hors classe d'administration de l'État, chef du bureau du budget, à Madame Rauana HOLOZET, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du bureau du budget, à madame Cécile HAMOUDI, secrétaire administratif de classe normale, Madame Cécile FLORES, adjointe administrative principale seconde classe, Mme Karine SABATE-DUMONTEIL, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, déléguée territoriale de Toulouse à l'effet de certifier le service fait concernant les frais de mission et de formation engagés par les personnels du SGAMI SUD dans le cadre du programme 2016.

ARTICLE 4 portant missions relevant du programme 303 lutte contre l'immigration irrégulière, pour la zone de défense et de sécurité Sud

4 – 1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues CODACCIONI, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 est donnée à Monsieur Sébastien TRUET, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur David GUILLIOT, attaché principal d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur Jean-Pierre CARLE, attaché hors classe d'administration de l'État, chef du bureau du budget, à Madame Rauana HOLOZET, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du bureau du budget, à Madame Stéphanie MANCEAU, secrétaire administrative de classe normale, à Monsieur Antoine MARIN, secrétaire administrative de classe normale, à Madame Isabelle STURINO, secrétaire administrative de classe normale, à Monsieur Eric BALZARINI adjudant-chef, à Monsieur Eric FRAISSE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, à Madame Joëlle LE TARTONNEC, secrétaire administrative de classe supérieure, à Madame Justine BIET, adjointe administrative, à Madame Catherine BELMONTE, adjointe administrative, à Madame Sonia ROUMANE, adjointe administrative, à Monsieur David-Olivier LAMBERT, adjoint administratif, à M. Rémi GOURNAY, adjoint administratif, à M. Stéphane SANCHO, personnel contractuel, à M. Nicolas VIOU pour effectuer, dans CHORUS, la programmation et le pilotage des crédits relatifs au fonctionnement des centres de rétention administrative relevant du centre financier 0303-CLII-DSUD du programme 303.

4 – 2 Sont autorisés à exprimer les besoins relevant des crédits de fonctionnement du SGAMI Sud, sur le centre financier 0303-CLII-DSUD, qui leur ont été adressés par les chefs de services dûment habilités, dans la limite des montants fixés pour chacun d'eux, ainsi qu'à constater le service fait, les agents, dont les noms suivent :

| NOM Prénom | NOM Prénom | NOM Prénom |
|-------------------|-----------------------|---------------------|
| BALZARINI Eric | BELMONTE Catherine | BIET Justine |
| CARLÉ Jean-Pierre | FRAISSE Eric | HOLOZET Rauana |
| GOURNAY Rémi | LAMBERT David-Olivier | LE-TARTONNEC Joëlle |
| MANCEAU Stéphanie | ROUMANE Sonia | SANCHO Stéphane |
| STURINO Isabelle | MARIN Antoine | |

ARTICLE 5 portant missions du centre de services partagés CHORUS, pour la zone de défense et de sécurité Sud –MI5PLTF013

5 – 1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues CODACCIONI, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 est donnée Monsieur Sébastien TRUET, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances, et :

- à Monsieur David GUILLIOT, attaché principal d'administration de l'État adjoint au directeur de l'administration générale et des finances
- à Madame Virginie NATALE, attachée principale d'administration de l'État, chef du CSP SGAMI Sud (centre de services partagés SGAMI Sud) en tant que service ordonnateur agissant pour le compte des responsables d'unités opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les Programmes 176, 152, 161, 303, 723, 216, 354, 362, 363 ;
- au Commandant Emmanuel BOUCHEZ, adjoint au chef du CSP SGAMI Sud, chef du bureau des dépenses métiers et recettes non fiscales (centres de services partagés) en tant que service ordonnateur agissant pour le compte des responsables des unités opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les Programmes 176, 152, 161, 303, 723, 216, 354, 362, 363 ;
- à Madame Béatrice JAMET, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des dépenses courantes (centre de services partagés SGAMI Sud) en tant que service ordonnateur agissant pour le compte des responsables des unités opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les Programmes 176, 152, 161, 303, 723, 216, 354, 362, 363 ;
- à Monsieur Laurent LUCZAK, attaché d'administration de l'État, chef de bureau de la performance financière (centre de services partagés SGAMI Sud) en tant que service ordonnateur agissant pour le compte des responsables des unités opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les programmes 176, 152, 161, 303, 723, 216, 354, 362, 363 .

5 – 2 Dans le cadre de l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État, délégation est accordée aux agents « responsables », dont les noms suivent, relevant du centre de services partagés CHORUS, en fonction de leur habilitation, aux fins d'exécution dans CHORUS des décisions des prescripteurs, et en particulier pour la validation des demandes de paiement (incluant les loyers de la gendarmerie relevant du P152), des engagements juridiques (incluant les loyers de la gendarmerie relevant du P152), des engagements de tiers, des recettes non fiscales et de la comptabilité auxiliaire des immobilisations :

| RESPONSABLES | | |
|---------------------|-------------------|-------------------------|
| APELIAN Josiane | BERNARD Anne | BROTO Liliane |
| CHAURIS Josée-Laure | DAHMANI Anissa | DAL Sylvie |
| DINOT Anne-Marie | ENGEL Nathalie | FARKAS Alexandrine |
| GABOURG Martiny | GACONIER Sylvie | GALIBERT Jean-Paul |
| GANGAI Solange | GILLET Katy | GRANDIN Catherine |
| GIL Marlène | IBERSIENE Soazig | JALASSON Marie-Danielle |
| JEBALI Wafa | KADA-YAHYA Habiba | LEVEILLE Virginie |
| LUCAS Julie | MATTEI Magali | MECENERO Eric |
| MOLINOS Patricia | PERRIER Emilie | RENAULT Céline |
| | SANCHO Emmanuelle | TAILLANDIER Renaud |
| TAPON Mélissa | TROMBETTA Aline | TRUONG VAN Sylvie |
| VALLEJO Geneviève | VAUCHEY Aurore | |

5 – 3 Dans le cadre de l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État, délégation est accordée aux agents « gestionnaires », dont les noms suivent, relevant du centre de services partagés CHORUS, en fonction de leur habilitation, aux fins d'exécution dans CHORUS des décisions des prescripteurs et en particulier pour la saisie des demandes de paiement, des

engagements juridiques, des engagements de tiers, des recettes non fiscales, de la comptabilité auxiliaire des immobilisations ainsi que de la certification du service fait :

| GESTIONNAIRES | | |
|--------------------------|----------------------------|---------------------------|
| ABBAD Farida | APELIAN Josiane | BAROZZI Elodie |
| BARUTEU Nicole | BENAKKA Souad | BENAMOR Soumia |
| BERGELIN Sandra | BOUDENAH Célia | BOUCHEZ Emmanuel |
| BUTI Jacqueline | BOYE Céline | BOYER Marie-Antoinette |
| BOUGUERN Najat | CASTELAIN Elisabeth | CELENTANO Anne |
| CHAURIS Josée-Laure | DAHMANI Anissa | DECKERT Lydie |
| DEGEILH Isabelle | DEKHIL Farida | DINOT Anne-Marie |
| DJERIBIE Ida | DOUNA Sandy | ESCOUBET Romain |
| ETIENNE GERMAN Hélène | EL KHATTABI SGHIOUAR Nadia | ROBYN Aurélie |
| FATAN Amira | GIL Marlène | GABOURG Martiny |
| GACONIER Sylvie | GALIBERT Jean-Paul | GALIBERT Véronique |
| GANGAI Solange | GELLIBERT Isabelle | GILLET Katy |
| GRANDIN Catherine | GRAS Maylis | GRINAND Frédéric |
| GUENZOUI Amira | HERNANDEZ Emmanuel | HENOUIL Danielle |
| HNACIPAN Schulz | JAMET Béatrice | JALASSON Marie-Danielle |
| JEBALI Wafa | KETCHANTANG Rachel | KWIECIEN Brigitte |
| KADA-YAHYA Habiba | KUNCEVICIUS Muriel | LUCAS Julie |
| LUCIANAZ Valérie | LEVEILLE Virginie | LUCZAK Laurent |
| MAS Morgane | MATEOS Corinne | MONETA-BILLARDELLO Cécile |
| MARQUOIN-LAROUÏ Isabelle | MECENERO Eric | MESNARD Céline |
| MEKNACI Touria | MTOURIKIZE Nailati | NATALE Virginie |
| NUYTTEEN Yasmina | OULION Tony | PELLERIN Véronique |
| PELUSO Virginie | PERRIER Emilie | PEREZ Léa |
| PEYRE Guilhem | PISTORESI Leslie | PLANTEL Laura |
| POLIZZI Bruno | RASOANARIVO Norosoa | RENAULT Céline |
| ROCH Monique | ROUSSEAU Edwige | RIFFARD Elisabeth |
| ROMANELLI Laurent | ROSO Jessica | RUGGIU Pierrette |
| SALAMA Valérie | SABATINI Camille | SALOMONE Fabien |
| SANCHO Emmanuelle | SERAFINO Neyla | TAPON Mélissa |
| TAVIAN Yannick | TEISSERE Florence | TEROATA Raimere |
| TOUMA Célia | TRAVERSE Marc | TROMBETTA Aline |
| TRUONG VAN Sylvie | VUAILLET Sophie | VALLEJO Geneviève |
| VILLECROZE Valérie | | |

ARTICLE 6 portant dépenses de personnel, de frais de changement de résidence et de frais médicaux.

6 – 1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues CODACCIONI, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 sera exercée par Madame Laura SIMON, attachée principale d'administration de l'État, adjointe au directeur des ressources humaines, Madame Caroline VALLICIONI, attachée principale d'administration de l'État, chef du pôle d'expertise et de services, Madame Béatrice REMY, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du pôle d'expertise et de services et Madame Camille CHEVALLIER, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du pôle d'expertise et de services, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses l'État et uniquement :

- pour le ministère 209, programmes 152, 216, 161, 176, 232 et 354;
- pour le ministère 245, programme 147,
- pour le ministère 250, programme 148,
- en vue de la liquidation des dépenses de titre II hors PSOP et de la liquidation des frais de changement de résidence.

En outre, dans le cadre de la pré-liquidation des rémunérations en mode gestion intégrée du système d'information RH, la délégation de signature pourra être exercée en vue de la signature de certificats ou pièces justificatives adressés au comptable par :

- Madame Françoise SIVY, attachée principale d'administration d'Etat, chef du bureau des personnels administratifs, techniques et scientifiques et Catherine LAPARDULA, attachée principale d'administration d'Etat, adjointe au chef du bureau des personnels administratifs, techniques et scientifiques concernant les personnels contractuels;
- Monsieur Michel BOURELLY, attaché principal d'administration d'Etat, chef du bureau des actifs, et Monsieur Nicolas JAUFFRET, attaché d'administration, adjoint au chef du bureau des actifs, concernant les personnels réservistes et l'avantage spécifique d'ancienneté

6 – 2 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues CODACCIONI, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 sera exercée par Madame Laura SIMON, attachée principale d'administration de l'État, adjointe au directeur des ressources humaines, Madame Isabelle FAU, attachée d'administration de l'État, chef du bureau des affaires médicales et sociales, et Monsieur Jean-Laurent GASPARD, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef du bureau des affaires médicales et sociales, pour la programmation, le pilotage des crédits relatifs aux frais médicaux et la constatation du service fait.

Au titre de la Délégation territoriale de Toulouse, la délégation sera exercée par Madame Catherine FEUILLERAT, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau des affaires sociales et Madame Isabelle PEREZ, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef du bureau des affaires sociales, pour la constatation du service fait.

ARTICLE 7

L'arrêté du 4 septembre 2020 portant délégation d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées sur le budget de l'État au titre des différents programmes exécutés par le SGAMI Sud et le Centre de Services Partagés SGAMI sud est abrogé.

ARTICLE 8

Le secrétaire général adjoint pour l'administration du ministère de l'intérieur sud est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures chefs-lieux des régions PACA, Occitanie et Corse.

Fait à Marseille, le **02 DEC. 2021**


Christian CHASSAING